



## DECLARATION LIMINAIRE

CHSCT

17/06/2019

Monsieur le Président,

Ce CHSCT se tient dans un contexte particulièrement difficile et conflictuel.

Difficile, comme le montrent les **résultats de l'observatoire interne des MEF 2018** :

- 76 % des agents ayant participé pensent que le Ministère évolue dans le mauvais sens.
- 69 % estiment que le rythme des réformes est trop rapide.
- 68 % sont insatisfaits de la reconnaissance de leur travail.
- 59 % estiment travailler dans l'urgence.
- 58 % sont insatisfaits de la rémunération.
- 54 % sont insatisfaits de leur charge de travail et la trouvent trop importante.

Conflictuel puisque depuis plusieurs mois, des grèves et mobilisations sont menées, notamment, par les agents des Douanes et les agents des Finances publiques.

**FO FINANCES 67** dénonce à nouveau aujourd'hui la désinformation de ce gouvernement qui présente la **transformation de la Fonction publique** comme « *devant promouvoir le dialogue social et respecter les garanties des agents...* » alors qu'en réalité ce dispositif remet en cause le Statut Général des fonctionnaires, casse les garanties collectives et précarise la Fonction Publique.

En effet, il prévoit, entre autres, de **supprimer les CHS-CT** et les CAP, ouvre la porte à la mobilité forcée des fonctionnaires et à des détachements d'office, y compris dans le secteur privé, à des plans de départs ainsi qu'à des ruptures conventionnelles collectives !

**FO FINANCES 67** revendique le retrait pur et simple de cette loi, outil de démantèlement de la Fonction publique, porteuse d'atteinte aux valeurs républicaines d'égalité d'accès au service public.

Et ce ne sont pas les annonces de la DRFIP 67 du vendredi 7 juin relatives à la **géographie revisitée** dans le département qui rassureront les collègues sur leur devenir puisque le réseau DGFIP du Bas-Rhin est tout simplement pulvérisé.

Pour **FO**, augmenter la présence des services publics dans les territoires, ce n'est pas remplacer les services de la DGFIP par un agent multitâche mis à disposition dans une maison « France Services », nouveau vocable en remplacement des MSAP (Maison de Services au Public), avec une station informatique connectée.

Pour **FO**, nos concitoyens sont en droit d'attendre autre chose que des permanences aléatoires, des services en ligne, ou des fisc-trucks écumant les territoires, faisant d'eux des administrés de seconde zone.

**FO FINANCES 67** exige le retrait du plan mortifère de géographie revisitée du Ministre Darmanin, l'abandon de l'expérimentation des agences comptable dans les secteurs public local et hospitalier, et l'arrêt des suppressions d'emplois.

De manière évidente, **les agents des Finances publiques sont sacrifiés** sur l'autel des économies budgétaires, avec toutes les conséquences que cela pourra avoir sur leur vie professionnelle et familiale.

Vous comprendrez donc que cette annonce a provoqué un vif émoi, et c'est un euphémisme, chez les collègues de la DRFIP puisque le projet se double de suppression d'emplois, non chiffrées à ce jour, mais évaluées à 12 % des effectifs actuels d'ici 2022.

C'est un plan social d'une violence inouïe !

De manière générale, **FO FINANCES** continuera de défendre les réseaux et les missions des administrations des MEF et continuera de représenter et défendre les agents des MEF !

Car, pour nous, il est clair que les plans de restructurations en cours et à venir sont en réalité des plans de démantèlement qui s'inscrivent dans un projet sans précédent de destruction du service public de proximité et de QUALITE.

**FO FINANCES** entend défendre au contraire une Fonction publique porteuse des valeurs républicaines de liberté, égalité, fraternité et laïcité.

**FORCE OUVRIÈRE déploie et déploiera toute son énergie afin d'obtenir le meilleur pour tous les agents.**